

La réforme économique et la classe ouvrière

Les difficultés rencontrées dans l'analyse de l'URSS et des démocraties populaires sont de deux ordres. Il y a d'abord la difficulté objective de saisir, sans un recul historique suffisant ce que sont ces sociétés en mutation rapide, combinant des éléments de plusieurs modes de production (1) et en tout cas loin de représenter un modèle achevé. Aucune théorie comme celle du Capital n'existe pour rendre compte de la logique de ces sociétés et rien ne prouve même qu'une théorie de ce type puisse jamais exister. Il y a ensuite la gangrène bureaucratique qui fera que les données empiriques sûres vont être d'un accès difficile (2) — notamment sur les niveaux de vie réels —, ce qui va singulièrement simplifier la tâche aux innombrables journalistes, philosophes, économistes, amis de l'URSS, amis de la Chine dont la fonction —

(1) Voir à ce propos l'article de E. Mandel : Du « nouveau » sur la question de la nature de l'URSS in Q.I. n° 45, sept. 70 et son article dans ce numéro de C.C.

(2) Dans ce domaine, la palme d'or revient certainement à la République populaire de Chine ; le professeur Ch. Bettelheim, par exemple, dont personne ne peut vraiment mettre en doute les excellentes dispositions à l'égard des orientations diverses de la RPC, en tout cas de puis les années 60, (et avant les récents développements...) n'avait comme éléments pour écrire son opuscule *la Construction du socialisme en Chine* que les données de *Pékin-information*, c'est-à-dire rien, si ce n'est son enthousiasme, son ardeur à bien faire et la réputation due à ses travaux passés.

cyniquement ou candidement assumée (3) — est de raconter des choses qui ne sont pas conformes à la vérité. S'il en est ainsi de beaucoup d'auteurs bourgeois, ce qui est somme toute dans la nature des choses, il en est ainsi également des écrivains qui se réclament du socialisme. Le poids social du stalinisme — et donc son pouvoir d'attraction à l'extérieur — a été si considérable qu'on peut pratiquement dire que seuls les trotskystes ou des militants à leur périphérie — c'est-à-dire finalement peu de monde — ont essayé d'appliquer aussi à l'Union Soviétique une méthode marxiste, donc critique. Quant aux éléments oppositionnels à l'intérieur, ils n'utiliseront pas naturellement le marxisme qu'ils connaissent en général mal, tout en croyant le connaître bien puisqu'ils l'identifient à la religion d'Etat, poussés en cela par la propagande de l'Est comme de l'Ouest (4).

Le but de cet article n'est pas de reprendre la discussion sur la nature de classe de l'Union Soviétique (voir les articles cités ci-dessus du camarade E. Mandel) mais de voir à la lumière de *la Révolution trahie* — et 40 années après qu'elle ait été écrite — comment se pose la question de la restauration du capitalisme en URSS. Précisons de suite que pour nous le mot « capitalisme » ne se réduit pas à une injure polémique, il ne définit pas d'abord par tel ou tel rapport de hiérarchie dans l'entreprise ou telle ou telle orientation dans la politique de l'Etat, mais par la production généralisée de valeur d'échange, le moteur de l'accumulation étant la concurrence entre des capitaux différents.

Disons immédiatement ce qui nous paraît nouveau, par rapport aux années 1930 sur cette question de restauration du capitalisme. Pour Trotsky, ses sources sociales se trouvaient largement hors de la couche bureaucratique dirigeante — même si politiquement elle en portait une large responsabilité ; ses sources se trouvaient d'abord à la campagne chez les koulaks et chez les nepmens (appuyés éventuellement par une intervention étrangère). D'où la nécessité objective et aussi comprise comme telle par la bureaucratie — même si avec retard — de devoir mener la lutte sur deux fronts : contre toute activité autonome du prolétariat qui menacerait ipso facto ses privilèges et contre le danger représenté par ces secteurs bourgeois dont la victoire aurait tout aussi bien signifié la disparition de ces nouveaux parvenus. Ajoutons enfin que de larges secteurs de la classe ouvrière soviétique à la fin des années 1920 étaient encore également très conscients de ce que signifiait le retour des

(3) Voir, par exemple, le témoignage de D. Desanti in *Les Staliniens*.

(4) Remarquable est de ce point de vue la *Lettre ouverte au POUP* de J. Kuron et K. Modzelewski in Cahier rouge n° 4, éd. Maspero, où ces camarades adoptent dans la forme et en substance un point de vue marxiste pour attaquer la bureaucratie. Rien d'étonnant alors à ce qu'il s'agisse d'un des rares textes écrit à l'Est qui assigne à la classe ouvrière le rôle essentiel pour abattre la bureaucratie. Cf. aussi l'article d'E. Mandel à propos du livre de Bahero dans *Zuprecor* n° 13 du 29 septembre 1977.

blancs. On peut donc dire qu'à cette époque, les protagonistes sociaux étaient relativement conscients de l'enjeu.

La situation aura beaucoup évolué depuis à cause des changements structurels profonds opérés en URSS qui vont avoir des conséquences subjectives. La première chose à dire c'est qu'aujourd'hui, les sources de retour au capitalisme ne sont pas — en tout cas pas d'abord — externes à la bureaucratie dirigeante ; comme nous le développerons plus bas, c'est la « réforme économique » qui est le canal actuel par où pourrait se réintroduire le capitalisme ; et cette réforme dont la logique, si elle était poussée à bout sur le terrain, signifierait bel et bien le retour du capitalisme, tire son origine de tendances internes à la couche dirigeante. Même si, comme nous le verrons, l'application de la réforme a pu diviser la bureaucratie entre réformateurs et « conservateurs » dans les démocraties populaires, ce serait une illusion très dangereuse que de compter sur la bureaucratie pour réagir à ces menaces ou de croire que les tanks soviétiques ont été motivés par de telles réactions : c'est l'interprétation apologétique de Fidel Castro sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et celle des maoïstes officiels lors de l'intervention de ces mêmes soviétiques en Hongrie en 1956 (5). La bureaucratie n'est pas l'obstacle essentiel à la restauration du capitalisme ; elle en est aujourd'hui non seulement responsable politiquement, mais pour toute une partie d'entre elle, responsable socialement. Quant au danger « koulak », le poids de la paysannerie a énormément décliné et dans une large mesure ses revendications iraient davantage dans le sens d'avoir les mêmes avantages que les ouvriers (sécurité des revenus, congés payés, retraites, etc.).

Si c'est, pour nous, la classe ouvrière qui reste le principal obstacle à la généralisation de la réforme et partant à la restauration du capitalisme, c'est parce que l'application généralisée de cette réforme signifie pour elle, comme nous le verrons, la perte d'une série d'acquis sociaux (croissance de l'inégalité sociale, retour du chômage, etc.). Cette réaffirmation du rôle de la classe ouvrière, confirmé par les derniers événements (Pologne, juin 76), n'implique de notre part aucune surestimation du niveau de conscience politique de cette même classe ou de l'intelligentsia oppositionnelle ; surtout si les critères pour juger du « niveau » sont « ouest-européens » : des dizaines d'années de propagande infantile et si évidemment mensongère ont passablement rendu sceptiques les citoyens soviétiques sur les méfaits du capitalisme (et les bienfaits du « socialisme »).

Tout ceci fait que les luttes sociales qui se livrent à l'Est peuvent avoir les traductions idéologiques les plus confuses pour leurs protagonistes : envahir la Tchécoslovaquie au nom de « l'internationalisme prolétarien »

(5) Le plus grotesque est la couverture « trotskyste » fournie à ce type de position par les Possadistes qui voient là la manifestation du rôle double de la bureaucratie soviétique...

en 1968 ou faire massacrer par la milice « ouvrière » quelque 400 ouvriers défendant leur intérêt de classe comme sur les ports de la Baltique en décembre 1970 au nom de « la défense de la dictature du prolétariat », c'est vraiment de la propagande anti-communiste d'une qualité inégalable. Rien ne saurait alors être plus dangereux pour juger de la dynamique de ces sociétés que de se limiter à la conscience que les individus ont d'eux-mêmes, qu'ils soient ouvriers, bureaucrates, intellectuels ou autres.

Une autre difficulté existe à l'Ouest — comme à l'Est — c'est l'ignorance — ou du moins, si la chose est si grosse qu'on ne peut plus la cacher, le peu de connaissance — du déroulement même de ces luttes. Il y a sur cette question un secret d'Etat plus gardé que les secrets militaires (6). D'où l'impression d'une passivité ouvrière plus grande qu'elle n'est en réalité, ce qui est exactement l'objectif recherché par la bureaucratie.

En bref, toutes les analyses sur les pays de l'Est qui sont muettes sur le rôle de la classe ouvrière, parce qu'en dehors des grandes crises elle n'a aucun moyen de s'exprimer, restent superficielles. Souvent, d'ailleurs, avec cette « méthode », le capitalisme y est vu comme déjà restauré ou sur le point de l'être sans problème majeur et ce d'autant plus que l'on confond les rêves des pères de la réforme économique (de Lieberman à Sik) avec le degré d'application réel de celle-ci.

Nous allons d'abord rappeler très rapidement (7) le pourquoi de la réforme économique, ses contradictions et sa logique, puis montrer ensuite ses conséquences sociales.

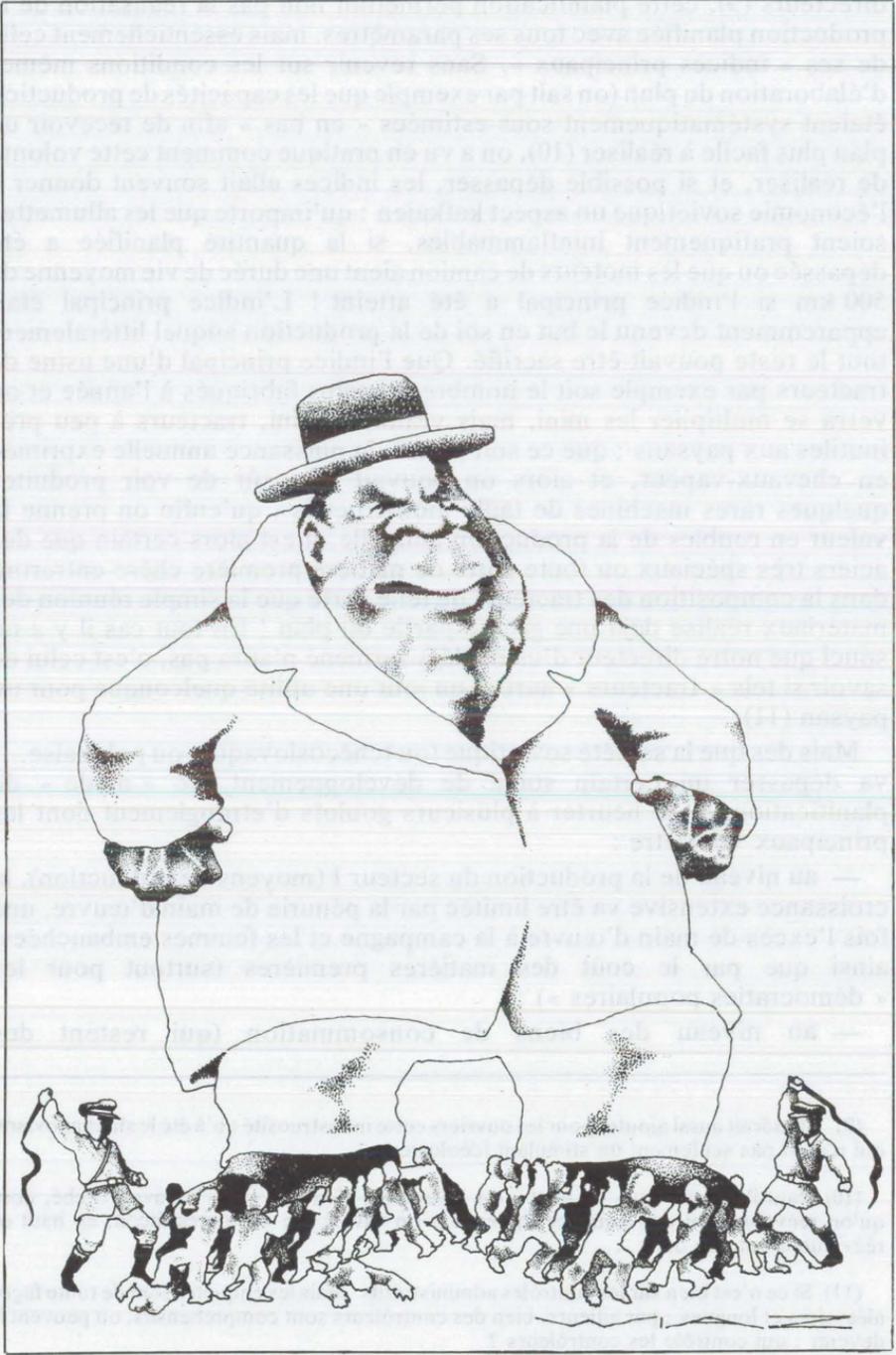
La réforme, pourquoi ?

La planification bureaucratiquement centralisée sur le mode « classique » stalinien d'avant-guerre ne pouvait permettre — et à quel coût social ! — qu'un développement extensif de la production (8). Essentiellement fondée sur l'intérêt matériel (promotion ou sanction) des

(6) On voit maintenant des invitations d'experts occidentaux à des manœuvres des armées du Pacte de Varsovie. A quand des invitations de syndicalistes pour les règlements de conflits sociaux ?

(7) Cf. Les nombreux articles de *IV* Internationale* de E. Mandel et E. Germain et son *Traité d'économie marxiste*. Cf. aussi l'article d'Eric Laurent et M. Halubenko dans *Zuprecor* n° 25 du 25 mai 1975.

(8) On dit qu'il y a croissance extensive, si elle obtenue en multipliant tous les facteurs de production par un même coefficient. Dans l'agriculture, par exemple, ceci signifie la mise en culture de nouvelles terres avec de nouveaux paysans. Elle s'oppose à la croissance intensive qui suppose une modification des processus de production avec des rendements meilleurs.



directeurs (9), cette planification permettait non pas la réalisation de la production planifiée avec tous ses paramètres, mais essentiellement celle de ses « indices principaux ». Sans revenir sur les conditions mêmes d'élaboration du plan (on sait par exemple que les capacités de production étaient systématiquement sous-estimées « en bas » afin de recevoir un plan plus facile à réaliser (10), on a vu en pratique comment cette volonté de réaliser, et si possible dépasser, les indices allait souvent donner à l'économie soviétique un aspect kafkaïen : qu'importe que les allumettes soient pratiquement ininflammables, si la quantité planifiée a été dépassée ou que les moteurs de camion aient une durée de vie moyenne de 500 km si l'indice principal a été atteint ! L'indice principal était apparemment devenu le but en soi de la production auquel littéralement tout le reste pouvait être sacrifié. Que l'indice principal d'une usine de tracteurs par exemple soit le nombre d'engins fabriqués à l'année et on verra se multiplier les mini, mais vraiment mini, tracteurs à peu près inutiles aux paysans ; que ce soit plutôt, la puissance annuelle exprimée en chevaux-vapeur, et alors on pouvait être sûr de voir produites quelques rares machines de taille monstrueuses ; qu'enfin on prenne la valeur en roubles de la production annuelle, il est alors certain que des aciers très spéciaux ou toute sorte de matière première chère entreront dans la composition des tracteurs de telle sorte que la simple réunion des matériaux réalise déjà une grosse partie du plan ! En tout cas il y a un souci que notre directeur d'usine déjà surmené n'aura pas, c'est celui de savoir si tels « tracteurs » auront un jour une utilité quelconque pour un paysan (11).

Mais dès que la société soviétique (ou tchécoslovaque, ou polonaise...) va dépasser un certain stade de développement, ce « mode » de planification va se heurter à plusieurs goulots d'étranglement dont les principaux vont être :

— au niveau de la production du secteur I (moyens de production), la croissance extensive va être limitée par la pénurie de main d'œuvre, une fois l'excès de main d'œuvre à la campagne et les femmes embauchées, ainsi que par le coût des matières premières (surtout pour les « démocraties populaires ») ;

— au niveau des biens de consommation (qui restent des

(9) Il faudrait aussi ajouter pour les ouvriers cette monstruosité qu'à été le stakhanovisme qui n'était pas seulement un stimulant idéologique.

(10) Faut-il ajouter qu'« en haut » on savait très bien qu'en bas on avait triché, donc qu'on réévaluait en conséquence, qu'en bas on savait que de toutes façon, en haut on réévaluerait et que donc...

(11) Si ce n'est bien sûr les contrôles administratifs. Mais les enquêtes sont de toute façon aléatoires et longues ; par ailleurs, bien des contrôleurs sont compréhensifs, ou peuvent le devenir : qui contrôle les contrôleurs ?

marchandises), dès qu'un certain seuil de satisfaction a été atteint, rien n'oblige alors à acheter des postes de radios qui paraissent démodés ou des vêtements qui ressemblent à des uniformes militaires. (Bien entendu, tant qu'il existait une pénurie — années 1930 ou fin des années 1940 — même les « uniformes » étaient achetés, puis recoupés, teints, etc. : il n'y avait tout simplement pas de tissus. Telle n'est évidemment pas la situation aujourd'hui.)

En bref, il deviendra impératif d'augmenter simultanément la productivité et la qualité de la production, objectif que les vieilles méthodes ne permettaient pas d'atteindre.

Le XX^e Congrès du PCUS va marquer de façon spectaculaire cette prise de conscience des sommets de la bureaucratie qu'il faut « réformer » ; à la fois en prévision de révoltes populaires (il y avait eu Berlin déjà en 1953), mais aussi parce que le mode de direction despotique de la bureaucratie elle-même par Staline était ressenti comme anachronique ; les grandes terreurs des années 1930 et de la guerre passées, la bureaucratie voulait davantage de « stabilité de l'emploi » et de « rationalité ». Le grand mot d'ordre de ces messieurs étant : démocratie à l'intérieur de la bureaucratie elle-même (12). Les promesses de Khrouchtchev d'un accroissement du niveau de la consommation étaient d'ailleurs aussi bien dirigées vers les masses soviétiques que vers l'appareil.

Aussi, très vite, au cours des années 1960 vont se développer dans les cercles d'économistes officiels des discussions dont la franchise et le degré de « liberté » détonnaient passablement sur la grisaille de la production officielle dans tous les autres domaines. (Le contraste sera certainement le plus grand en Tchécoslovaquie qui, sous la férule de Novotny, n'avait pratiquement pas connu le XX^e Congrès, mais où les contradictions signalées plus haut étaient les plus criantes.) Et très vite ces messieurs vont reconnaître la vanité des tentatives de multiplier les indices « principaux » dans l'espoir de mieux contrôler l'exécution du plan dans tous ses paramètres. En fait la conclusion que vont très vite tirer ces messieurs est que le facteur essentiel de production sur lequel il faut agir c'est la participation consciente des travailleurs au processus de production, seul moyen de faire croître la productivité et la qualité de la production.

Mais bien entendu, il ne s'agit pas pour la bureaucratie de reconnaître — tardivement — que le socialisme c'est « l'électrification plus le pouvoir des Soviétiques », mais bien plutôt de faire « participer », au sens bourgeois de l'intéressement individuel. La différence avec le système antérieur n'est pas tant l'intéressement individuel, qui existait, mais le fait que cette fois son niveau sera déterminé par les résultats économiques de

(12) Dans son fameux rapport, Krouchtchev, qui passait pourtant pour réaliste, n'hésitait pas à dire « qu'il fallait laver son linge sale en famille »...

l'entreprise. Par ailleurs il y a la reconnaissance quasi-explicite de l'échec de la propagande comme instrument qui permette que les travailleurs reconnaissent que l'usine est leur, même si rituellement un petit couplet est consacré à l'amélioration de la lutte idéologique.

La réforme, comment ?

Schématiquement on peut distinguer trois niveaux dans la nouvelle pensée économique de ces messieurs durant les années 1960 :

- a) Le choix du profit comme indice principal.
- b) Le niveau des revenus déterminé par les performances de l'entreprise.
- c) Le niveau des investissements déterminé en règle générale par le profit réalisé.

Nous allons rapidement résumer ces trois points, tout en insistant encore sur le fait qu'il s'agit seulement de la pensée de ces messieurs et pas de son application. Comme nous le verrons il y aura précisément loin de la coupe aux lèvres.

a) Le choix du profit comme indice principal

Dans les propositions initiales, il s'agissait du profit planifié, c'est-à-dire de la différence entre le prix de revient planifié (les techniques de travail, le niveau des salaires, les prix des machines et des matières premières étant déterminés) et le prix de vente aussi fixé par l'Etat. Si on se limite donc strictement aux conditions précédentes — ce qui ne sera pas longtemps le cas — le profit planifié sera donc strictement proportionnel aux quantités effectivement vendues (puisque le profit unitaire est fixé) qui, elles, ne sont pas connues à l'avance. En d'autres termes on aura là (enfin) une indication du gaspillage, c'est-à-dire des stocks de biens fabriqués dont personne ne veut et qui représentent dans les démocraties populaires quelque chose de colossal (13). Bien entendu, seuls les secteurs produisant des marchandises sont directement concernés par cette réforme, c'est-à-dire essentiellement le secteur II des biens de consommation.

Evidemment, ce niveau de réforme n'a d'intérêt autre que comptable que s'il permet certains choix de l'entreprise qui prendrait ainsi des initiatives pour augmenter son coefficient de réalisation du plan, identifié ici au profit. On escomptait, pour ce faire, deux moyens :

— une utilisation plus rationnelle du personnel (mais sans toucher au nombre d'employés ni au niveau de rémunération) ;

(13) En Pologne le total des stocks, fin 1970, atteignait 500 milliards de zlotys, c'est-à-dire la moitié du produit national brut pour cette même année ! Source : *Poland : Round Three* by Olivier Mac Donald, preprint pour NLR, oct. 76.

— une amélioration des assortiments, dans les limites autorisées par le plan et qui permette de diminuer les invendus.

Et il n'y a pas de doute que dans les démocraties populaires (Hongrie et Pologne en particulier) il y aura une certaine amélioration de la qualité de la production du secteur II (14).

Disons enfin que d'un point de vue théorique, en soi, une telle proposition ne nous semble pas hérétique. Les points suivants, par contre, vont davantage sentir le soufre et singulièrement le point c.

b) Le niveau de revenu déterminé par les performances de l'entreprise

Ce point n'est pas essentiellement nouveau, c'est la rationalisation du système déjà en vigueur de l'intéressement matériel. Signalons cependant que cette liaison entre les revenus et les résultats de l'entreprise est très différente suivant la hiérarchie. Si les primes ne représentent que quelques % du salaire des ouvriers, elles peuvent aller jusqu'à 30 % du salaire des ingénieurs de haut rang. Voilà qui éclaire pas mal le contenu social de la réforme ! Plus significatif encore des limites étroites de cette réforme, les résultats d'enquête de journaux (que l'on peut donc considérer comme officiels en URSS !) montrent que 50 % des ouvriers *ignoraient* que leurs salaires dépendaient des résultats globaux de leur entreprise ; quant à ceux qui le savaient, ils considéraient que ces primes devaient être incluses aux salaires. En bref, la majorité des producteurs n'était pas intéressée à... son intéressement !

c) Le niveau des investissements déterminé par le profit

A coup sûr ce point-là introduisait, s'il avait été généralisé aux secteurs clé de l'économie, le retour du capitalisme et ce, en dépit de bien des précautions oratoires de ses tenants (marché « socialiste », concurrence « socialiste », et pourquoi pas chômage « socialiste », crise « socialiste » ?). A partir du moment où le choix et le niveau des investissements est déterminé par le maximum de profit escompté, la planification a disparu pour faire place à une production généralisée de valeurs d'échange pour un marché. Et toutes les vieilles lois du capitalisme jouent alors à plein. Il est certain que sur la base *des écrits* du professeur Sik, on pourrait démontrer le retour du capitalisme en URSS ou en Tchécoslovaquie. Mais, en fait, dans aucun pays de l'Est, ceci n'a été le cas. Son application d'ailleurs, ne passerait pas inaperçue : elle signifierait, entre autres, un retournement à 100 % des priorités d'investissements entre les secteurs I et II (15).

Avant de montrer en quoi les mobilisations ouvrières (réelles ou poten-

(14) Avec le début de gaspillage bien connu dans les pays capitalistes. On raconte en Pologne, par exemple, l'histoire d'une savonnette coupée en deux, emballée différemment et vendue au même prix qu'avant...

(15) cf. L'exemple Yougoslave pris dans ce numéro.

tielles) ont limité les essais de réforme, rappelons rapidement la logique nouvelle introduite par la réforme. Pour ce faire, reprenons le raisonnement des technocrates plaidant pour davantage de « liberté d'entreprendre ».

Pour que le profit, considéré comme indicateur principal des « performances » de l'entreprise ait un sens économique au niveau *global*, il faut que les prix sur lesquels il est calculé aient eux-mêmes un sens : si les prix de revient et (ou) de vente sont fantaisistes, c'est-à-dire ont perdu tout contact avec la dépense en travail social (ce qui est très souvent le cas en URSS et donc dans les « démocraties populaires »), l'encouragement formidable que pourrait trouver telle entreprise à investir dans tel secteur, parce qu'elle y réalise de gros profits pourrait être tout à fait artificiel et donc être ruineux pour la société dans son ensemble : telle ferme d'Etat par exemple, située à 2 000 kilomètres de Moscou, payant l'eau et le transport (par avion) à un prix ridiculement bas, pourrait décider de se spécialiser dans la production de citrons, qui peuvent être vendus très chers dans la capitale. Si cet exemple de recherche du profit maximum (avec toutes les possibilités d'initiatives) par chaque entreprise se généralisait, il est clair qu'il serait catastrophique pour la société dans son ensemble en fort peu de temps : même non payés par la ferme d'Etat, l'eau et le kérosène d'avion ont signifié une dépense en travail colossale.

Mais le but étant précisément de favoriser l'initiative, en l'absence de démocratie ouvrière, la seule solution est que les prix soient alors les plus proches possibles de ce que les économistes appellent « les justes prix », ceux qui expriment la dépense en travail social nécessaire. Nous reviendrons bien évidemment sur les conséquences sociale et politique de cette recherche du « juste prix », mais continuons la plaidoirie de nos technocrates.

Le prix de revient n'est pas seulement déterminé par le prix des matières premières, il dépend aussi de la répartition et de la rémunération des différents postes de travail. Qu'on laisse donc les directeurs d'usine « rationaliser » le processus de production, les coûts chuteront d'autant. Enfin, et peut être surtout, le rendement au travail de l'ouvrier soviétique est infiniment plus bas qu'en l'Occident ; c'est peut-être utile pour que *l'Humanité* explique qu'en URSS les cadences infernales sont bannies, mais c'est économiquement ruineux (sans parler de l'absentéisme, de l'alcoolisme, du chapardage, des perruques, etc.). Les sempiternels appels « à la discipline du travail », à « la conscience socialiste », etc. ont fait la preuve de leur inefficacité. Alors, pour les bureaucrates, un seul remède, comme à l'Ouest : qu'existe un volant de chômeurs, menace constante pour ceux qui ont un emploi. En bref, il faut pour ces messieurs en finir avec ce « droit au travail » qui rend — du point de vue des licenciements — intouchables les ouvriers.

Voilà, généralement résumées, les causes de la réforme économique et sa logique. Nous n'entrerons pas dans cet article sur la variété et le degré

de son application suivant les pays et les branches de l'économie. Mais voyons, généralement encore, les conséquences que vont avoir ses débuts d'application.

Les conséquences de la réforme

A. Du point de vue social

C'est essentiellement une augmentation de l'inégalité sociale, considérée théoriquement comme aiguillon à la quantité et à la qualité du travail fourni et pratiquement comme source supplémentaire de revenus pour les technocrates. Donnons plusieurs exemples, d'importance inégale.

Le logement. Dans toutes les démocraties populaires et en URSS, le manque de logement est impressionnant et nombreux sont les jeunes couples qui doivent habiter dans deux ou trois (petites) pièces avec leur parents et même les grands parents : en URSS, l'utilisation sociale de la grand-mère est proverbiale. Mais, quelle que soit cette crise, jusqu'à la fin des années 50, les loyers, pour des raisons politiques, restaient fixés à des niveaux extrêmement bas, moins de 10 % du salaire. En d'autres termes, l'argent n'aidait pas à obtenir un logement. Il fallait s'inscrire et attendre, (bien sûr, la carte du Parti ou le piston aidaient...). Formellement aujourd'hui, les loyers sont restés encore assez bas — ce qui permet des statistiques officielles toujours très roses — mais *pratiquement*, si on veut ne pas habiter éternellement avec ses parents, il est fortement conseillé au jeune, dès qu'il commence à travailler, d'économiser, pour participer « volontairement » à une coopérative qui va financer et mettre en chantier de nouveaux logements. Bien entendu, cette fois, il n'y a plus de prix « politiques », il faudra payer au « juste prix », c'est-à-dire y consacrer le tiers du salaire.

La santé. Formellement encore, médecins et médicaments coûtent un prix dérisoire. Mais les médecins ont trouvé un moyen de relever leur salaire qui est effectivement très bas (16), c'est la généralisation du cadeau. Pratiquement, si on veut être assuré de ne pas devoir attendre trop longtemps pour un rendez-vous, ou d'avoir tel ou tel médecin réputé compétent, alors il est très recommandé d'ammener un poulet (à la campagne) ou une bonne bouteille ou même directement une enveloppe. C'est, dans les faits, un début de reprivatisation de la médecine.

Plus généralement, la corruption est un phénomène croissant. Il n'y a évidemment aucune statistique à ce propos, mais des masses de témoignages éloquentes. Contentons nous de rappeler une anecdote savoureuse dénoncée à la télévision tchécoslovaque, pourtant normalisée : c'est l'histoire d'un fonctionnaire qui pour être soigné mieux à la polyclinique de son ministère, apporte une bouteille de cognac français à son médecin,

(16) La propagande soviétique donne volontiers en exemple « de ce qui est fait pour les femmes » le fait que 90 % des médecins sont des femmes, ce qui peut déjà paraître trop... Mais elle oublie de parler de la paye.

lequel, ayant besoin d'une réparation rapide à sa voiture, la « donne » à son garagiste pour faire accélérer le mouvement, lequel, à son tour, voulant que son gendre soit bien placé sur la liste des nouveaux logements va la donner à... ce même fonctionnaire. Cette bouteille de cognac aura ainsi circulé sans jamais avoir été ouverte ; de façon savante on peut dire que sa valeur d'usage n'aura pas été celle qu'on peut généralement attendre d'une bouteille de cognac, mais celle d'un moyen de paiement, de même que l'or circule, sans être utilisé physiquement.

La menace du chômage. Largement discutée dans les cercles d'économistes, pour l'instant elle n'a connu aucune application un tant soit peu massive. Quelles que soient leurs hardiesses théoriques, nos réformateurs sont toujours restés extrêmement prudents sur la pratique : ils craignent à juste titre une riposte ouvrière s'ils touchent à ce qui est un des acquis fondamentaux de ces sociétés depuis 30 ans, la fin du chômage et de la hantise à trouver un emploi. En Tchécoslovaquie, par exemple, au début de 1968, Novotny et ses amis faisaient courir dans la classe ouvrière le bruit que la nouvelle équipe Dubeck voulait rétablir le chômage, ce qui n'a pas été exactement sans efficacité.

En tout cas se développe toutes les formes de taylorisation occidentale et ce n'est pas par hasard si le livre de Harasty *Salaire aux pièces* a fait un tel scandale en Hongrie.

Attaque directe et globale contre le niveau de vie. C'est évidemment en Pologne que cet essai d'atteindre « les justes prix » se manifesterait avec le plus de brutalité ; la première fois en décembre 1970, la seconde en juin 1976. Dans les deux cas, les réactions ouvrières vont être fulgurantes et contraindre le gouvernement à la retraite.

B. Du point de vue politique

Il y aura d'abord des effets secondaires. Un clivage va apparaître au sommet de la bureaucratie, non pas sur le principe de la réforme (qui paraissait être la seule perspective), mais sur ses modalités pratiques. Schématiquement, dans les « démocraties populaires », on verra d'un côté des « libéraux », plus ou moins liés aux responsables directs de l'économie et intéressés — dans tous les sens — à la réforme, et de l'autre « les conservateurs », juges, flics, idéologues divers, bref, tout ce clergé « d'un type nouveau » qui tire ses privilèges du maintien du strict monolithisme du Parti-Etat. Il n'y a pas de doute que ces hésitations en haut ont joué un rôle important, encourageant en bas la révolte (Berlin en 53, Hongrie en 56 et Tchécoslovaquie en 68) ; voilà pourquoi, dans la mentalité stalino-policière, on en a tout simplement tiré la conclusion que ce sont ces hésitations qui ont causé « la contre-révolution », et que de ce point de vue Staline avait raison de présenter systématiquement une image sans fissure.

Il y aura ensuite qu'une certaine « libéralisation » économique implique non pas une réelle démocratisation, mais l'ouverture de certaines

discussions dans la sphère économique d'abord, mais avec tous les risques de débordement dans les domaines sociaux, politiques, philosophiques.

Mais surtout, pour la bureaucratie le risque est immense que se conjuge à ce relatif affaiblissement de l'appareil la protestation ouvrière issue de cette croissance de l'inégalité sociale et encouragée par cette idée qu'en haut on serait moins solide. En d'autres termes, si la réforme économique a paru à la fin des années 50 pour la bureaucratie (ou pour une partie importante d'entre elle) la seule perspective, son enthousiasme va être tempéré par le danger de la réaction ouvrière. Son mot d'ordre était : la réforme, oui ! La chienlit, non ! Mais malheureusement, l'une risquait fort d'ammener l'autre.

Si on comprend ceci, on comprend une des raisons qui ont fait que c'est en Hongrie que la réforme a été le plus loin : à cause de l'intervention soviétique de 56, les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière avaient été décimés ou démoralisés. De la même façon, en 68, les troupes soviétiques ne sont pas tant intervenues contre la réforme de Sik, que contre les « débordements » qu'elle avait suscités (17).

Ceci dit, aujourd'hui, ces messieurs sont rendus passeblement sceptiques sur les grandes perspectives ouvertes par la réforme. En URSS, elle est carrément gelée. Pendant un moment on a préféré développer une nouvelle religion, plus aseptique : celle de l'automation, du calcul électronique, des échanges Est-Ouest. En bref, ces messieurs rendus pessimistes sur les possibilités d'améliorer l'homme se sont tournés vers les choses. Las, ils ne tarderont pas à s'apercevoir, comme pourtant leur avait enseigné leur maître J.V. Staline que « l'homme est le capital le plus précieux ».

L'électrification plus le pouvoir des soviets

D'un point de vue théorique, toutes les discussions autour de la réforme économique et ses essais inégaux d'application ont eu un mérite essentiel, celui de reconnaître qu'à terme, le facteur de production décisif, c'est la mobilisation réelle des producteurs. Que la bureaucratie n'ait pu qu'y répondre qu'en terme bourgeois d'intéressement matériel individuel ne nous étonne pas. Mais pour nous, trotskystes, c'est la confirmation éclatante que la démocratie des Conseils ouvriers n'est pas seulement une nécessité morale ou un luxe que seules des sociétés très développées pourraient se payer, mais encore un moyen et disons le, *le* moyen indispensable pour y parvenir.

Sandor

(17) Voir le Cahier rouge *l'Intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?* ed. Maspero.